



POLE PROXIMITE
Direction de coordination et d'appui aux directions territoriales

TRANSPORTS SCOLAIRES

CONVENTION DE DELEGATION PARTIELLE DE COMPETENCE POUR L'ORGANISATION DE CIRCUITS

**Entre Bordeaux Métropole et
l'organisateur secondaire :
LA COMMUNE DE**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	3
ARTICLE 2 – DUREE	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS D’EXPLOITATION	3
ARTICLE 4 - CONSISTANCE DES SERVICES	4
ARTICLE 5 – PRIX DU SERVICE.....	4
ARTICLE 6 – ADAPTATION DE L’OFFRE DE SERVICE.....	5
ARTICLE 7 – FINANCEMENT DU SERVICE	6
ARTICLE 8 – PARTICIPATION FINANCIERE.....	7
ARTICLE 9 – ADMISSION DES USAGERS.....	7
ARTICLE 10 – CONTROLE DU TRANSPORTEUR.....	7
ARTICLE 11 – SURVEILLANCE DES ELEVES.....	8
ARTICLE 12 – REGLEMENT DE SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES	8
ARTICLE 13 – ASSURANCES.....	9
ARTICLE 14 – CONTRÔLE DE L’EXECUTION DE LA CONVENTION.....	9

Entre les soussignés :

Bordeaux Métropole, autorité organisatrice de premier rang, représentée par M. Alain JUPPE, Président agissant en cette qualité en vertu de la délibération communautaire n°2014/0185 du conseil de Bordeaux Métropole du 18 avril 2014, reçue à la Préfecture de la Gironde le 18 avril 2014, intervenant aux présentes sous la dénomination

«L'organisateur principal»

Et

L'autorité organisatrice de second rang, la Commune de , représentée par M. , agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du , reçue à la Préfecture de la Gironde le , intervenant aux présentes sous la dénomination

«L'organisateur secondaire»

Il a été arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Bordeaux Métropole délègue partiellement compétence à la Commune de pour organiser, à titre subsidiaire et sous sa responsabilité, un service régulier routier assurant à titre principal, à l'intention des élèves, la desserte d'établissement(s) scolaire(s)

Ce service concerne les élèves du (des) établissement(s) scolaire(s) précité(s) dont le domicile est situé sur le territoire de Bordeaux Métropole.

Figure(nt) en annexe 1 à cette convention et à la date de sa signature la (les) fiche(s) récapitulative(s) du (des) circuit(s) scolaire(s) concerné(s) organisé(s) par l'organisateur secondaire.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention est prévue pour une période d'un an, à compter de la rentrée scolaire 2015 / 2016, reconductible tacitement pendant 5 ans.

Elle pourra, à tout moment, être dénoncée d'un commun accord. Elle pourra également être dénoncée unilatéralement, par l'une ou l'autre des parties lorsque les services ne seront plus adaptés par suite d'une modification de la carte de recrutement de l'établissement ou d'une diminution des effectifs, de modifications d'horaires et jours de classe.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les conditions d'exploitation sont décrites dans le CCAP et le CCTP, utilisés pour les marchés avec les transporteurs et joints en annexe à la présente convention.

ARTICLE 4 - CONSISTANCE DES SERVICES

Elle résulte des fiches récapitulatives annexées à la présente convention de délégation partielle de compétence et destinées à être annexées au marché avec le transporteur retenu, qui comporte les caractéristiques de service

L'organisateur secondaire transmet au transporteur et à Bordeaux Métropole, 10 jours ouvrables avant la rentrée scolaire, le planning prévisionnel des services.

Les ajouts ou suppressions de service qui interviennent en cours de marché, devront être communiqués à l'organisateur principal dans un délai lui permettant d'informer le transporteur au moins 10 jours ouvrables avant leur entrée en vigueur.

L'organisateur secondaire devra se rapprocher de l'organisateur principal pour déterminer d'un commun accord le délai nécessaire pour l'instruction de la demande afin de respecter le délai d'information du transporteur.

ARTICLE 5 – PRIX DU SERVICE

Bordeaux Métropole organise la procédure d'appel d'offres destinée à choisir les transporteurs assurant le service.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par l'application des prix unitaires du bordereau aux quantités réellement exécutées conformément aux ordres de service établis pour l'année scolaire considérée et à chaque adaptation de l'offre de transport.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Durant la période d'exécution du présent marché, les prix unitaires sont révisés par le pouvoir adjudicateur le 1er mars de chaque année par application de la formule de révision ci-après.

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante pour chaque lot :

$$C_n = 5,00\% + 95,00\% (I_n/I_o)$$

dans laquelle :

- I_o est la valeur connue par l'index de référence I au **mois zéro**.
- I_n est la valeur connue de l'index de référence I au 1^{er} mars de chaque année.

L'index de référence I est composé de la façon suivante :

$$I = [(15\% \times G) + (60\% \times S) + (23,00\% \times M) + (2,00\% \times P)]$$

Il s'applique à tous les lots et à tous les prix.

Choix des index de références :

Les index de référence I , publiés par l'INSEE, au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer., sont les suivants :

Index	Libellé
G	IP à la consommation - Regroupements particuliers (mensuel, ensemble des ménages, métropole) - Gazole. Identifiant 000641310
M	IP de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 - autobus base 2010 (M00D291013). Identifiant Insee 001653206
P	IP de l'offre intérieure des produits industriels - - CPF 22.11 - Pneus neufs et rechapés - Base 2010 - (M00D221101) Identifiant Insee : 1653189
S	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers par activité Transports et entreposage (indices trimestriels publiés par l'INSEE) Identifiant 001567387

Le coefficient sera arrondi conformément au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du C.C.A.G. – FCS.

En cas de disparition, de changement dans la méthodologie de détermination de ces indices ou références de cette formule ou de suppression de leur publication, le titulaire propose par courrier à l'organisateur principal des indices ou références équivalents de remplacement en indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Ces nouveaux indices ou références prendront effet lors de la prochaine indexation en l'absence de réponse de l'organisateur principal à partir de la date de la demande de substitution.

ARTICLE 6 – ADAPTATION DE L'OFFRE DE SERVICE

Le descriptif initial est susceptible de modifications afin d'adapter les services à l'évolution des besoins à satisfaire. Toute modification doit faire l'objet d'un accord préalable entre Bordeaux Métropole et l'organisateur secondaire. Bordeaux Métropole se chargera de la procédure applicable au marché.

6.1 – Modifications mineures de service

L'organisateur principal se réserve la faculté d'apporter unilatéralement des modifications à la consistance et aux modalités d'exécution des services sans que l'exploitant puisse faire opposition ou demander une renégociation des clauses financières à condition que ces changements n'entraînent pas la mise en œuvre de moyens supplémentaires, ni une modification des horaires de plus de 15 minutes.

6.2 – Réduction – augmentation du nombre de services scolaires

L'exploitant ne pourra notamment pas s'opposer à une variation du nombre de jours de fonctionnement par suite d'une modification des nombres de jours scolaires.

En cas de diminution du nombre de jours scolaires non imputables au transporteur (notamment modification du calendrier scolaire, impossibilité de circuler au titre des intempéries, fait de grève non imputable au transporteur) par rapport au nombre de jours de fonctionnement pris en référence (177 jours), le nombre de jours de circulation non effectué sera facturé selon les modalités du bordereau des prix et sans diminution.

En cas d'augmentation du nombre de jours scolaires par rapport au nombre de jours de fonctionnement contractuel, le nombre de jours de circulation supplémentaire sera facturé en prenant en compte les prix de coût de l'heure de conduite en charge et de coût kilométrique de roulage en charge tels qu'indiqués dans le bordereau de prix. Aucune indemnité supplémentaire ne sera accordé au titre du coût de mise à disposition des véhicules ni du coût annuel de structure, marges et aléas.

Ces dispositions généreront l'émission d'ordres de services.

6.3 – Réorganisation de l'offre de transport

A chaque rentrée scolaire, le niveau des effectifs à transporter peut nécessiter la création ou la modification importante d'un ou plusieurs itinéraires de transport. Un nouveau bordereau des prix sera contractualisé avec le titulaire du marché, sur la base des prix unitaires du marché initial.

6.4 – Création de service

Pour toute création de nouveaux services, l'organisateur secondaire saisira d'une proposition de circuit Bordeaux Métropole pour agrément. Celle-ci se chargera de la procédure applicable au marché. Le service nouveau fera l'objet de fiches techniques et récapitulatives qui seront jointes à la présente convention par avenant.

ARTICLE 7 – FINANCEMENT DU SERVICE

Bordeaux métropole règle au(x) transporteur(s) le montant de la prestation sur production d'une facture mensuelle basée sur le coût total du conducteur, le coût des véhicules affectés, le coût des kilomètres effectués, le coût structure et marges.

Les demandes de paiement seront libellées par le transporteur au nom de :

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Direction des Finances - département Exécution budgétaire
Esplanade Charles de Gaulle
33076 Bordeaux cedex

Le transporteur adresse ou remet à l'organisateur secondaire, après service fait, c'est-à-dire à mois échu, la facture mensuelle établie en un original et 2 duplicata.

L'organisateur secondaire veille à matérialiser à l'arrivée, la date de réception de la facture, point de départ du délai de 30 jours qui régit les paiements des collectivités publiques.

Cette date doit être irrécusable.

L'organisateur secondaire adresse dans le délai impératif de 05 jours suivant sa réception la facture dûment certifiée exacte. Il lui appartient en effet de contrôler le service fait (nombre de jours de services effectifs, kilométrages, nombres de véhicules, retards ou interruptions de services) ainsi que le montant de la facturation.

L'organisateur secondaire doit veiller au respect du délai de 5 jours, sous peine d'engendrer des retards dans le mandatement qui est réalisé par les services de Bordeaux Métropole consécutivement à cet envoi.

Rappel : Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours entraîne de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire du marché, des intérêts moratoires, ceux-ci constituant des dépenses obligatoires pouvant éventuellement faire l'objet de mandatement d'office.

En cas de non respect de ces délais de procédure, Bordeaux Métropole pourra être amenée à mettre à la charge de l'organisateur secondaire, les intérêts moratoires dus.

Dans le cas où il décèlerait des anomalies ou des erreurs dans la facture qui lui a été adressée, l'organisateur secondaire doit faire parvenir à Bordeaux Métropole la facture et les duplicata avec les modifications nécessaires accompagnées, le cas échéant d'une note explicative.

ARTICLE 8 – PARTICIPATION FINANCIERE

L'organisateur secondaire doit verser à Bordeaux Métropole une participation au service fixée à 10% du montant des prestations.

Ce règlement est effectué trimestriellement dans la limite d'un mois suivant la réception du titre de recettes correspondant, émis par Bordeaux Métropole et accompagné des pièces justificatives nécessaires à la détermination de ce montant.

L'organisateur secondaire a la possibilité de faire participer l'utilisateur au financement du service. A ce titre, il fixe les tarifs et assure la gestion des recettes

En tout état de cause, la participation de l'ensemble des usagers ne peut être supérieure à la part du coût total du service pris en charge par l'organisateur secondaire.

ARTICLE 9 – ADMISSION DES USAGERS

L'organisateur secondaire assure l'inscription des élèves autorisés à emprunter un circuit. Il doit veiller à ne pas inscrire un nombre d'élèves supérieur à la capacité du véhicule prévu dans les marchés avec les transporteurs.

Il délivre à cet effet un titre de transport précisant le service que celui-ci doit emprunter.

Il transmet au transporteur et à Bordeaux Métropole, dès son établissement, la liste définitive des élèves autorisés à emprunter le service.

Dans la limite des places assises disponibles, l'organisateur secondaire peut sous sa responsabilité et par écrit, sans modification d'horaire ni d'itinéraire, autoriser des personnes (munies d'une attestation délivrée par ce même organisateur secondaire), autres que les usagers prioritaires, à emprunter un ou des services définis dans le présent marché à concurrence de 5% de l'effectif.

ARTICLE 10 – CONTROLE DU TRANSPORTEUR

Afin de sensibiliser les élèves aux problèmes de sécurité, le titulaire devra, a minima une fois par an, mettre à disposition les moyens matériels et humains nécessaires aux exercices d'évacuation des autobus qui seront organisés par l'organisateur principal et/ou l'organisateur secondaire en liaison avec les établissements scolaires

L'organisateur secondaire est tenu de s'assurer du respect par le transporteur des dispositions du Code de la Route et de celles de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié par l'Arrêté du 12 mai 1986 relatives à la réglementation en matière de sécurité pour le transport des élèves et l'Arrêté du 3 août 2007 modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes

A la demande de l'organisateur secondaire le transporteur est tenu de réaliser des campagnes de comptage dites « montées / descentes » pour chacune des lignes pour lesquelles il assure des services.

Le nombre de montées et de descentes des passagers devra être comptabilisé pour chaque point d'arrêt et pour chacun des horaires des lignes concernées, à minima sur les lundi matin, mardi, mercredi matin et vendredi soir.

Au total, il pourra demander que soient réalisées jusqu'à trois campagnes « hebdomadaires » de comptages par an sur l'ensemble des lignes du réseau. Les périodes et dates pressenties pour les comptages restent au choix de la personne publique, qui se chargera d'avertir le titulaire de sa demande au moins trois semaines à l'avance.

Les résultats de ces comptages de fréquentation doivent être remis après chaque période de comptage à l'organisateur secondaire dans un délai d'un mois à compter de la date de début des comptages. L'organisateur secondaire se chargera de communiquer ces résultats dans les plus brefs délais à Bordeaux métropole.

Afin d'appliquer les dispositions des pénalités prévues au marché (article 9 du CCAP), l'organisateur secondaire informera Bordeaux métropole de tout manquement du transporteur susceptible de générer l'application de pénalité (non respect d'horaires, non respect des points d'arrêt, utilisation d'un véhicule non conforme...).

ARTICLE 11 – SURVEILLANCE DES ELEVES

L'organisateur secondaire assure sous son entière responsabilité la surveillance des élèves. A cet effet, il peut prévoir la présence d'un accompagnateur animateur qu'il prend à sa charge.

Les accompagnateurs autorisés par l'organisateur secondaire sont dûment accrédités par un document visé par lui et porté en permanence.

La présence d'un accompagnateur est fortement souhaitable pour le transport d'enfants de maternelle, les accompagnateurs devant porter une attention particulière lors des phases d'embarquement et de débarquement des enfants dans les véhicules.

Sur demande de l'organisateur secondaire, le transporteur assurera la formation des accompagnateurs. Cette formation sera organisée par demi-journées par groupe de 15 accompagnateurs maximum comme prévu au bordereau des prix des marchés.

Dans la mesure où il y a la présence d'un accompagnateur dans un véhicule, la formation des accompagnateurs devra être obligatoire une fois par an.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DE SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES

L'organisateur secondaire adoptera un règlement du service des transports scolaires précisant ses responsabilités, ainsi que les droits et devoirs des élèves et des parents d'élèves.

Le règlement devra être conforme aux dispositions de la présente convention et être transmis pour information à Bordeaux Métropole.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

L'organisateur secondaire contractera une assurance couvrant sa responsabilité.

ARTICLE 14 – CONTRÔLE DE L'EXECUTION DE LA CONVENTION

Le contrôle de l'exécution de la présente convention sera assuré par l'organisateur principal.

Fait à Bordeaux le :

Pour l'organisateur principal

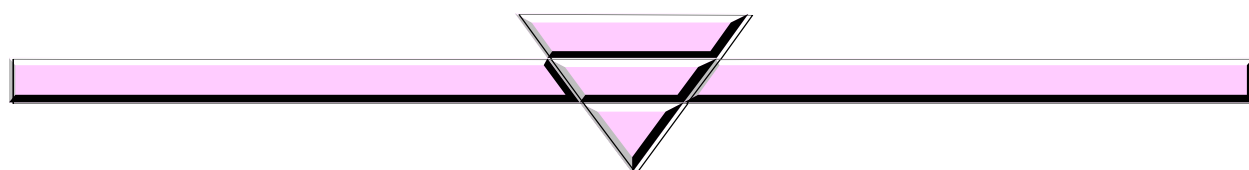
Le Président de Bordeaux Métropole

Pour l'organisateur secondaire

Le Maire de la Commune de

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
Pôle de la proximité
Direction de coordination et d'appui aux directions territoriales
esplanade Charles de Gaulle
33076 Bordeaux cedex



**Exécution de services de transports scolaires sur le territoire
de la Communauté urbaine de Bordeaux
Années 2015-2021**

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES....	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
2.1 – PIECES PARTICULIERES :	5
2.2 – PIECES GENERALES :	5
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	5
3.1 – ASSURANCES DU TITULAIRE.	5
3.2 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	5
3.3 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION.	6
3.4 – SOUS-TRAITANCE EN COURS DE MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.	6
INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULE	6
ARTICLE 5 : DELAIS CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
5.1 : DELAIS D'EXECUTION	7
5.2 : CONDITIONS D'EXECUTION	7
5.3 : CONSTATATIONS DE L'EXECUTION.....	7
5.4 : ADAPTATION DE L'ORDRE DE SERVICE - MODIFICATIONS	8
ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHÉ.....	8
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	8
6.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX.....	9
ARTICLE 7 : AVANCE	10
7.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	10
7.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	10
ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
8.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
8.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
8.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
ARTICLE 9 : PENALITES.....	12
ARTICLE 10 : GARANTIES FINANCIERES	14
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHÉ.....	14

ARTICLE 12 : REMISE EN CONCURRENCE DU MARCHE.....14

ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE14

ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.....15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'exécution de services de transports scolaires sur le territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux Années 2015-2021.

Lieu(x) d'exécution : Communauté urbaine de Bordeaux

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Marchés à bons de commande :

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les prestations sont réparties en 16 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nombre de circuits à la date de publication</i>
	Direction Territoriale Rive droite	
1	Ambarès, Ambès, Bassens, Carbon Blanc, Saint Louis de Montferrand	11 circuits
2	Collèges de la presque île	4 circuits
3	Artigues, Bouliac, Cenon, Lormont	17 circuits
4	Ambarès, Artigues, St Vincent de Paul, Bouliac, Cenon	8 circuits
	Direction Territoriale sud	
5	Gradignan, Talence, Notre Dame de Sévigné	5 circuits
6	Bègles, Villenave d'Ornon,	6 circuits
7	Pessac maternelles et primaires	13 circuits
8	Pessac collèges et lycées	13 circuits
	Direction Territoriale Bordeaux	
9	Bordeaux : Collège Edouard Vaillant, Lycée horticole et Saint-Joseph de Tivoli	4 circuits
	Direction Territoriale ouest	
10	Mérignac maternelles et primaires	15 circuits
11	Mérignac collèges et lycées	10 circuits
12	Saint Médard en Jalles maternelles, primaires, collèges et lycées	9 circuits
	Le Haillan Ecoles maternelles et primaires	3 circuits
13	Saint Médard en Jalles collèges et lycées	11 circuits
14	Saint Aubin de Médoc	11 circuits
15	Le Taillan Médoc	5 circuits
16	Blanquefort, Le Bouscat, Bruges, Eysines, Parempuyre	13 circuits

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la notification du marché. La première année scolaire concernée par ce marché est la rentrée 2015.

Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 5 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur, dans un délai de 3 mois, précédant le terme de chaque période.

En cas de non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne pourra pas prétendre au versement d'une indemnité. En application de l'article 16 du code des marchés publics, le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction dudit marché.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

2.1 – Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes du lot concerné ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés (fiches techniques de tous les circuits) ;
- Les bordereaux des prix unitaires (B.P.U.) de chaque circuit.
- Les grilles de décomposition des coûts d'exploitation (une par circuit)
- Le mémoire technique de l'entreprise et l'inventaire des véhicules affectés au lot ;

2.2 – Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-FCS.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo).

Article 3 : Obligations générales du titulaire

3.1 – Assurances du titulaire.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze (15) jours courant de la date de notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Le titulaire doit également communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation au 1er janvier de chaque année.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, à première demande du pouvoir adjudicateur et ce, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

3.2 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.

Sans préjudice des obligations lui incombant en application de l'article 6 du CCAG - FCS auquel se réfère le présent marché, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire est tenu, dès notification du marché, de prendre toutes dispositions pour satisfaire aux obligations susceptibles de lui incomber en application de l'article 2 de l'accord du 7 juillet 2009 sur la garantie d'emploi et la poursuite des relations de travail en cas de changement de prestataire dans les transports interurbains de voyageurs conclu dans le cadre de la convention collective [dont l'application a été étendue par arrêté en date du 22 juillet 2010 portant extension d'un avenant à cet accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport (NOR: MTST1013774A), publié au Journal Officiel de la République Française n°0173 du 29 juillet 2010, page 14037.

3.3 – Mesures d'ordre environnemental – Application de la réglementation.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent, en toutes circonstances, les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier pendant toute la durée d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

3.4 – Sous-traitance en cours de marché.

Procédure dérogatoire de sous-traitance pour motif d'intérêt général.

Lorsqu'un motif d'intérêt général le justifie (surnombre de voyageurs lié à une affluence imprévisible, situation d'urgence visant à préserver la continuité du service public ou la sécurité des voyageurs, des tiers, et de son personnel), le titulaire pourra être autorisé à recourir à une sous-traitance ponctuelle dans les conditions suivantes :

- Envoi de la déclaration du sous-traitant dûment complétée et signée par télécopie et confirmation par courrier
- L'acceptation de la sous-traitance par le pouvoir adjudicateur pourra se faire par télécopie ou par mail.

Le recours à la procédure dérogatoire de sous-traitance ne pourra être admis que pour des durées brèves et proportionnées à la situation qui les a rendues nécessaires.

Dans tous les cas, le titulaire reste seul responsable, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou des tiers, de l'exécution des services qu'il confie à des sous-traitants. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement les responsabilités relatives au non-respect de l'intégralité des clauses du présent marché.

Article 4 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire.

Interdiction du travail dissimulé

Le titulaire s'engage à s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le cas échéant, le titulaire mis en demeure de régulariser sa situation par lettre recommandée avec accusé de réception apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail.

Article 5 : Délais conditions d'exécution des prestations

5.1 : Délais d'exécution

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande valant ordre de service dont le délai d'exécution commence à courir à compter de sa date de notification.

Les bons de commande seront émis avant chaque rentrée scolaire et au fur et à mesure des besoins d'adaptation de l'offre de transport. La durée maximale d'exécution des bons de commande sera telle qu'elle ne conduise pas à dépasser de plus de 4 mois la date de fin du marché.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la période d'exécution ;
- le montant du bon de commande établi à partir des prix du bordereau du lot correspondant.
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- L'état récapitulatif des circuits

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 12 mois.

Plusieurs bons de commande pourront être émis simultanément.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

5.2 : Conditions d'exécution

Au sein de chaque lot, l'ensemble des circuits de transports est défini par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions d'exécution techniques sont fixées dans la partie 3 du C.C.T.P.

Par ailleurs l'entreprise s'engage à respecter impérativement :

- les dispositions réglementaires en matière de transport public de voyageurs,
- la législation fiscale applicable au transport collectif de voyageurs,
- la législation imposant l'inscription au registre des entreprises de transport public routier de voyageurs.
Il devra faire connaître à la CUB tout changement de personnes dirigeant l'entreprise, titulaires de l'attestation de capacité,
- la législation sociale applicable aux transports et notamment en ce qui concerne l'embauche, le contrat de travail et la formation des conducteurs, les temps de conduite et de repos, les visites médicales, l'équipement des véhicules en appareils de contrôle.

5.3 : Constatations de l'exécution

Les opérations de vérification et admission seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les modalités de suivi et de contrôles des prestations sont fixées à l'article 14 du C.C.T.P.

5.4 : Adaptation de l'ordre de service - modifications

Le descriptif initial est susceptible de modifications afin d'adapter les services à l'évolution des besoins à satisfaire.

Toute adaptation ou modification fera l'objet d'une notification écrite du pouvoir adjudicateur.

1) Modifications mineures

L'organisateur principal se réserve la faculté d'apporter unilatéralement des modifications à la consistance et aux modalités d'exécution des services sans que l'exploitant puisse faire opposition ou demander une renégociation des clauses financières à condition que ces changements n'entraînent pas la mise en œuvre de moyens supplémentaires, ni une modification des horaires de plus de 15 minutes.

2) Réduction – augmentation du nombre de services scolaires

L'exploitant ne pourra notamment pas s'opposer à une variation du nombre de jours de fonctionnement par suite d'une modification des nombres de jours scolaires.

En cas de diminution du nombre de jours scolaires non imputables au transporteur (notamment modification du calendrier scolaire, impossibilité de circuler au titre des intempéries, fait de grève non imputable au transporteur) par rapport au nombre de jours de fonctionnement pris en référence (177 jours), le nombre de jours de circulation non effectué sera facturé selon les modalités du bordereau des prix et sans diminution.

En cas d'augmentation du nombre de jours scolaires par rapport au nombre de jours de fonctionnement contractuel, le nombre de jours de circulation supplémentaire sera facturé en prenant en compte les prix de coût de l'heure de conduite en charge et de coût kilométrique de roulage en charge tels qu'indiqués dans le bordereau de prix. Aucune indemnité supplémentaire ne sera accordé au titre du coût de mise à disposition des véhicules ni du coût annuel de structure, marges et aléas.

Ces dispositions généreront l'émission d'ordres de services.

3) Réorganisation de l'offre de transport

A chaque rentrée scolaire, le niveau des effectifs à transporter peut nécessiter la création ou la modification importante d'un ou plusieurs itinéraires de transport. Un nouveau bordereau des prix sera contractualisé avec le titulaire du marché, sur la base des prix unitaires du marché initial.

Article 6 : Prix du marché

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par l'application des prix unitaires du bordereau aux quantités réellement exécutées conformément aux ordres de service établis pour l'année scolaire considérée et à chaque adaptation de l'offre de transport.

Formation du personnel

Le titulaire pourra être amené à former des accompagnateurs conformément à l'article 11 du C.C.T.P.

6.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Durant la période d'exécution du présent marché, les prix unitaires sont révisés par le pouvoir adjudicateur le 1er mars de chaque année par application de la formule de révision ci-après.

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante pour chaque lot :

$$Cn = 5,00\% + 95,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle :

- **I₀** est la valeur connue par l'index de référence **I** au **mois zéro**.
- **I_n** est la valeur connue de l'index de référence **I** au 1^{er} mars de chaque année.

L'index de référence I est composé de la façon suivante :

$$I = [(15\% \times G) + (60\% \times S) + (23,00\% \times M) + (2,00\% \times P)]$$

Il s'applique à tous les lots et à tous les prix.

Choix des index de références :

Les index de référence I, publiés par l'INSEE, au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer., sont les suivants :

<i>Index</i>	<i>Libellé</i>
G	IP à la consommation - Regroupements particuliers (mensuel, ensemble des ménages, métropole) - Gazole. Identifiant 000641310
M	IP de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 - autobus base 2010 (M00D291013). Identifiant Insee 001653206
P	IP de l'offre intérieure des produits industriels - - CPF 22.11 - Pneus neufs et rechapés - Base 2010 - (M00D221101) Identifiant Insee : 1653189
S	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers par activité Transports et entreposage (indices trimestriels publiés par l'INSEE) Identifiant 001567387

Le coefficient sera arrondi conformément au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du C.C.A.G. – FCS.

En cas de disparition, de changement dans la méthodologie de détermination de ces indices ou références de cette formule ou de suppression de leur publication, le titulaire propose par courrier à l'organisateur principal des indices ou références équivalents de remplacement en indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Ces nouveaux indices ou références prendront effet lors de la prochaine indexation en l'absence de réponse de l'organisateur principal à partir de la date de la demande de substitution.

Article 7 : Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 8 : Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le transporteur ne recevra aucun paiement pour toute période pendant laquelle le service n'aura pas été assuré de son propre fait.

8.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

La Communauté Urbaine règle au(x) transporteur(s) le montant de la prestation sur production d'une facture mensuelle basée sur le coût total du conducteur, le coût des véhicules affectés, le coût des kilomètres effectués, le coût structure et marges.

Les demandes de paiement seront libellées par le transporteur au nom de :

Monsieur le Président de la Communauté urbaine de Bordeaux
direction des Finances - département Exécution budgétaire
esplanade Charles de Gaulle
33076 Bordeaux cedex

Le transporteur adresse ou remet à l'organisateur secondaire, après service fait, c'est-à-dire à mois échu, la facture mensuelle établie en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du(des) bon(s) de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des prestations en question avec tous les éléments de détermination des sommes auxquelles il prétend (nombre de jours de fonctionnement, coût total du conducteur, le coût des véhicules affectés, le coût des kilomètres effectués, le coût structure et marges, numéro de circuit) ;
- le montant hors taxe des prestations en question après application de la variation de prix ;
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Afin de pouvoir donner date certaine à une demande de paiement, le titulaire peut soit transmettre sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception postal, soit remettre directement sa demande à l'organisateur secondaire contre récépissé daté.

Modalités de paiement direct des cotraitants

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du groupement, géré par le mandataire du groupement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Modalités de paiement direct des sous-traitants

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8.3 – Délai global de paiement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Toutefois, le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par l'ordonnateur. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire du marché d'apporter la preuve de cette date.

Tout dépassement du délai global de paiement fera courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement ; ce créancier recevra également une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Article 9 : Pénalités

Le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution des services s'effectue dans le respect des documents contractuels.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une série de pénalités est prévue à cet article.

Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal, énonçant les non conformités, envoyé au transporteur par lettre recommandée avec accusé de réception et seront décomptées par la personne publique sur la facture du mois suivant celui de sa constatation. Le cas échéant, il sera émis un titre de recettes.

Cas d'application des pénalités

- Pénalités pour non exécution de service

Le transporteur ne recevra aucun paiement au titre des coûts de l'heure de conduite en charge ou du coût kilométrique de roulage en charge pour toute période pendant laquelle ce service n'aura pas été assuré de son propre fait, y compris les jours de grève.

Hormis les cas de grève, le transporteur doit en outre verser une indemnité égale à 50 % de la somme de ces deux prix par km et heure de conduite non effectués

▪ Pénalités pour mauvaise exécution de service

Le transporteur subira, à la suite des contrôles réalisés conformément à l'article 14 du C.C.T.P., une pénalité de 200 € HT par infraction pour chacune des infractions constatées, sauf cas de force majeure ou intempéries :

- non respect des horaires de départ ou d'arrivée,
- non respect des points d'arrêt,
- non respect des itinéraires.

▪ Pénalités pour utilisation d'un véhicule non conforme prévue au C.C.T.P.

La mise en place d'un véhicule non conforme aux prescriptions de la partie 4 du C.C.T.P. est passible d'une pénalité journalière de 400 € HT à compter de la réception du procès-verbal visé au présent article.

▪ Pénalité pour non fourniture de documents demandés par l'autorité organisatrice

La non production des documents demandés par l'autorité organisatrice, notamment en application des articles 5 et 13 du C.C.T.P. est passible d'une pénalité de 30 € HT par jour calendaire de retard.

▪ Pénalités pour défaut d'information de l'autorité organisatrice

Le défaut d'information de l'autorité organisatrice sur le nombre réel de kilomètres en charge, tel que précisé à l'article 9.3 du CCTP est passible d'une pénalité forfaitaire de 5 000 € HT

Le défaut d'information de l'autorité organisatrice en cas de surcharge constatée dans un véhicule et/ou de transport debout d'un élève, tel que précisé à l'article 10 du CCTP, est passible d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT

▪ Pénalité pour emploi dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur prévoit une pénalité, nette de T.V.A., correspondant à 5 % du montant H.T. du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par les articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du Code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, dans les conditions prévues à l'article 11 du présent C.C.A.P.

Article 10 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 11 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du

Code du travail ¹ conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application pour faute du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché, est à la charge du titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12 : Remise en concurrence du marché

En vue de permettre au pouvoir adjudicateur de satisfaire à ses obligations en matière d'égalité et de liberté d'accès aux marchés publics et de transparence des procédures, le titulaire sera tenu de lui communiquer, à première demande, et dans un délai maximum de quinze (15) jours, l'ensemble des informations qu'il détient et qui sont nécessaires à une remise en concurrence des prestations objets du présent marché.

En particulier, le titulaire sera tenu de communiquer, au pouvoir adjudicataire la liste détaillée des personnels susceptibles de bénéficier d'une garantie d'emploi, en application de l'article 2 de l'accord du 7 juillet 2009 sur la garantie d'emploi et la poursuite des relations de travail en cas de changement de prestataire dans les transports interurbains de voyageurs conclu dans le cadre de la convention collective [dont l'application a été étendue par arrêté en date du 22 juillet 2010 portant extension d'un avenant à cet accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport (NOR: MTST1013774A), publié au Journal Officiel de la République Française n°0173 du 29 juillet 2010 page 14037], ou de tout autre disposition qui viendrait à s'y substituer. Pour chaque agent, le titulaire du marché sera tenu de communiquer l'ensemble des informations pertinentes qui lui seront demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra faire usage de ces informations que dans le respect des secrets protégés par la loi et notamment des dispositions de l'article 6 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Article 13 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 14 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 8 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 9 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

¹

Dans le cadre de cet article, le titulaire doit remettre les documents suivants tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Attestation sur l'honneur de dépôt auprès des administrations fiscales, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;

- Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (lorsque le titulaire emploie des salariés) ;

- Attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé de du recouvrement des cotisations.

Pour cela, le pouvoir adjudicateur (ou l'entité adjudicatrice) notifie par écrit une mise en demeure assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

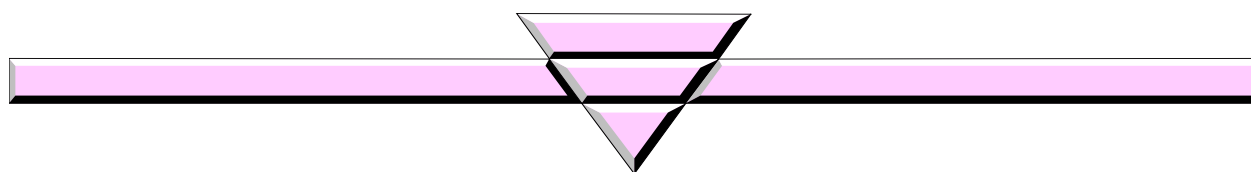
COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Pôle de la proximité

Direction de coordination et d'appui aux directions territoriales

esplanade Charles de Gaulle

33076 Bordeaux cedex



**Exécution de services de transports scolaires sur le territoire
de la Communauté urbaine de Bordeaux
Années 2015-2021**

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Sommaire

Partie 1 : Objet du présent marché	3
Article 1 : Objet du présent marché	3
Partie 2 : Rôles respectifs des parties	3
Article 2 : Rôle de l'autorité organisatrice.....	3
Article 3 : Rôle des autorités organisatrices de second rang.....	4
Article 4 : Rôle et obligations du titulaire	4
Article 5 : Respect de la réglementation applicable aux transports publics.....	4
Article 6 : Autres parties pouvant entrer en relation avec le titulaire.....	5
Partie 3 : Exécution des prestations	5
Article 7 : Contacts mis à disposition de l'autorité organisatrice	5
Article 8 : Planning prévisionnel des services	5
Article 9 : Caractéristiques des circuits.....	5
Article 10 : Prise en charge des élèves	7
Article 11 : Prise en charge des accompagnateurs	8
Article 12 : Continuité du service public	9
Article 13 : Comptages et enquêtes.....	9
Article 14 : Contrôle de l'exécution des services	10
Partie 4 : Moyens matériels mis en œuvre par le titulaire.....	10
Article 15 : Mise à disposition du matériel	10
Article 16 : Parc de véhicules.....	10
Partie 5 : Moyens affectés à l'exécution du service.....	12
Article 17 : Obligations générales.....	12
Article 18 : Personnel de conduite	12
Article 19 : Formations des personnels	12
Article 20 : Autres moyens humains	13
Annexe 1 : Récapitulatif des circuits	14

Partie 1 : Objet du présent marché

Article 1 : Objet du présent marché

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe les conditions d'exécution du service régulier public routier de transport créé pour assurer, à l'attention des élèves, la desserte des établissements d'enseignement scolaire, sur le territoire de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Au sein de chaque lot, l'ensemble des circuits de transport est défini par le pouvoir adjudicateur.

La gestion des lignes de transports scolaires s'effectue avec le concours des organisateurs secondaires (communes, Syndicat de communes ou établissements scolaires), l'organisateur principal restant la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Les prestations consistent à assurer sur toute la durée du marché l'exécution des services de transports scolaires selon le présent C.C.T.P. et ses annexes qui précisent outre leur contenu, également les obligations du (des) titulaires(s) du marché à l'égard de la Communauté urbaine, organisateur principal, des organisateurs secondaires, des usagers du service public et des tiers.

Partie 2 : Rôles respectifs des parties

Article 2 : Rôle de l'autorité organisatrice

La Communauté urbaine de Bordeaux (La Cub) est l'autorité organisatrice des transports publics urbains de personnes sur son territoire de compétences, et dispose donc de l'ensemble des prérogatives qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur et notamment le Code des transports.

Aussi, conformément à la loi, La Cub :

- 1/ définit la politique générale des transports collectifs urbains à l'intérieur du territoire des communes qui la composent ;
- 2/ établit et signe une convention avec les communes, ou les établissements scolaires afin de leur accorder le rôle d'autorité organisatrice de second rang (AO2) ;
- 3/ modifie et notifie ces conventions au titulaire du marché
- 4/ fixe l'offre de transport, le tracé et les horaires des lignes ;
- 5/ définit le programme de développement du réseau ;
- 6/ arrête, après avoir éventuellement recueilli les propositions du titulaire, les mesures à prendre et les services à offrir pour répondre au mieux aux besoins des déplacements des élèves sur son territoire;
- 7/ fixe les conditions d'accès au service pour les élèves;
- 8/ verse une rémunération au titulaire suivant les dispositions prévues au C.C.A.P., et à l'Acte d'Engagement ;
- 9/ contrôle, ou fait contrôler le titulaire et ses éventuels cotraitants et sous traitants concernant l'exécution des missions qui lui sont confiées, en vertu des dispositions du présent marché et des documents qui y sont annexés ;
- 10/ applique des pénalités au titulaire prévues au C.C.A.P. si, en vertu des contrôles ci-dessus mentionnés, il s'avère que celui-ci ou ses cotraitants et sous-traitants ne réalisent pas les prestations conformément aux stipulations du présent marché ;

Article 3 : Rôle des autorités organisatrices de second rang

Les AO2 se substituent à La Cub pour partie de ses missions (gestion de l'inscription des élèves par exemple...).

Dès réception d'une convention modifiée et notifiée au titulaire du marché, l'AO2 est tenu de prendre en compte les stipulations de ces conventions dans ses relations avec l'autorité organisatrice.

Article 4 : Rôle et obligations du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre les services de transport commandés au titre du présent marché, notamment :

- fournir, maintenir et financer les moyens humains et matériels nécessaires à leur exécution ;
- les exploiter dans le respect des cahiers des charges, et à la satisfaction des usagers ;
- prévenir la personne publique des problèmes rencontrés et la tenir constamment informée de la bonne exécution des services qui lui sont confiés ;
- veiller à la sécurité des élèves transportés ;
- mettre en œuvre les mesures d'urgence, notamment en matière de sécurité.

Le titulaire assume toutes les responsabilités relevant de son activité de transporteur public et notamment en cas de contravention aux lois et règlements. Il doit être assuré contre tous les risques de responsabilité afférente à l'exploitation du service et à la circulation des véhicules. Il doit justifier de la souscription auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité d'exploitant contre les conséquences pécuniaires de toutes natures causées aux tiers et voyageurs transportés et permettant la réparation des dommages causés par tout sinistre.

Toutes obligations attribuées au titulaire sont bien entendu également applicables à ses éventuels cotraitants ou sous-traitants.

Article 5 : Respect de la réglementation applicable aux transports publics

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives réglementaires et conventionnelles applicables au secteur des transports publics urbains de personnes. Et notamment :

- être inscrit au registre des transporteurs publics routiers de personnes,
- respecter la législation sociale et le code du travail ;
- respecter le code de la route ;
- respecter toutes les dispositions relatives à la sécurité des transports de personnes et d'enfants ;
- se conformer aux obligations de contrôles techniques des véhicules ;
- affecter le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service, s'assurer régulièrement de la validité des permis de conduire de ses conducteurs, et satisfaire aux obligations de formation relatives au transport public.

Lorsque la personne publique en fait la demande, le titulaire lui transmet, sous 48 heures, les pièces justifiant du respect des législations et réglementations en vigueur.

Article 6 : Autres parties pouvant entrer en relation avec le titulaire

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est amené à entrer en relation à titre non contractuelle avec d'autres parties que La Cub ou les autorités organisatrices de second rang, notamment :

- les établissements scolaires et l'administration de l'Education Nationale
- les éventuels prestataires chargés du contrôle de l'exécution des dispositions du présent marché,
- les autres autorités publiques de transport (Département, Région) ou gestionnaires de voirie,
- les forces de police ou de gendarmerie,
- etc...

Partie 3 : Exécution des prestations

Article 7 : Contacts mis à disposition de l'autorité organisatrice

Afin d'assurer l'information constante de la personne publique sur l'exécution des services qui lui sont confiés, le titulaire, dès la notification du marché, mettra à disposition une liste de contacts qui permettront à cette dernière d'obtenir à tout moment les renseignements dont elle a besoin, ainsi que la liste avec le nom des chauffeurs et les numéros de téléphone auxquels ils peuvent être joints en cas d'urgence.

De même, La Cub fournira au titulaire une liste de contacts utiles pour l'exécution du marché (contacts mairies, contacts Cub (service gestionnaire du marché de transport, etc...))

Article 8 : Planning prévisionnel des services

L'autorité organisatrice transmet au transporteur 10 jours ouvrables avant la rentrée scolaire, le planning prévisionnel des services en fonction du calendrier de l'Education nationale.

Si, sous deux jours, le titulaire n'a pas émis de réserves, le planning est considéré comme validé et il doit être mis en œuvre par le titulaire.

Les modifications de ce planning intervenant en cours de marché, sont communiquées au transporteur au moins 10 jours ouvrables avant leur entrée en vigueur.

De même, si sous deux jours, le titulaire n'a pas émis de réserves, le planning est considéré comme validé et il doit le mettre en œuvre.

Article 9 : Caractéristiques des circuits

Article 9.1 : Consistance des circuits

La consistance des services de base à assurer est décrite dans la fiche technique figurant en annexe au présent C.C.T.P.

Il est précisé notamment, par ligne régulière desservie :

- * le nom de l'organisateur secondaire
- * le numéro du circuit
- * les noms et horaires des établissements desservis

- * l'effectif théorique transporté ou nombre de véhicules nécessaire
- * les jours de fonctionnement et le kilométrage en charge
- * les horaires de passage matin et soir
- * le parcours journalier
- * les établissements et les points d'arrêt desservis
- * les observations particulières relatives aux services

Les éléments, concernant la consistance des services, ont été établis suivant les données connues lors de l'établissement du dossier technique.

C'est sur cette base que le candidat devra répondre afin de permettre une instruction sur des éléments identiques ; les services étant ensuite susceptibles d'être modifiés suivant le nombre réel d'élèves à transporter, les modifications éventuelles de la carte scolaire etc... .

Le transporteur doit rechercher la rationalisation maximale de ses coûts en fonction du réemploi de car éventuel.

Article 9.2 : Etablissements à desservir

Les établissements scolaires à desservir ainsi que les horaires et jours de fonctionnement sont définis dans les fiches techniques annexées au présent C.C.T.P.

Cette liste d'établissements et les horaires sont susceptibles de varier d'une année sur l'autre, ou en cours d'année scolaire. Les éventuelles modifications seront notifiées par ordre de service au titulaire.

Article 9.3 : Itinéraires et kilométrage

Les itinéraires des lignes et des services de transport sont définis par la personne publique et ne peuvent être modifiés que par cette dernière, via un ordre de service, sous réserve des cas dans lesquels une modification d'itinéraire serait imposée, à titre temporaire, par les autorités chargées de la police de la circulation.

Le titulaire a un devoir d'alerte quand le nombre réel de kilomètres en charge des services, objet du présent marché, ne correspond pas à la quantité inscrite dans l'annexe des caractéristiques de la ligne concernée, sur laquelle se base le contrat passé avec La Cub. En cas de défaut d'information sur le sujet, une pénalité sera appliquée telle que prévue au C.C.A.P.

Cependant les modifications d'itinéraires rendues temporairement nécessaires par des circonstances extérieures, (ex : Chantiers routiers) ne donnent pas lieu à la modification de la rémunération du titulaire lorsque la durée n'excède pas 15 jours calendaires. Au-delà de cette période, un bon de commande sera notifié au titulaire par l'autorité organisatrice.

Article 9.4 : Points d'arrêts

Les arrêts sont définis et modifiés par la personne publique, via un ordre de service sous réserve des cas dans lesquels une modification d'arrêt serait imposée, à titre temporaire, par les autorités chargées de la police de la circulation.

Le titulaire n'est pas autorisé à marquer des arrêts autres que ceux proposés, et doit scrupuleusement respecter les fiches horaires contractuelles sous peine de sanction.

En l'absence d'équipement, le transporteur devra effectuer l'arrêt dans le respect des conditions du code de la route.

Le titulaire a un devoir d'alerte quant à la sécurisation des points d'arrêt des itinéraires qu'il emprunte. De manière plus générale, tout danger apparent qu'il aura constaté sur le réseau devra immédiatement être transmis à la personne publique.

Article 9.5 Horaires

Les horaires sont définis, en fonction du calendrier de l'Education nationale par la personne publique et ne peuvent être modifiés que par cette dernière, via un ordre de service. Le titulaire doit respecter scrupuleusement les fiches horaires transmises par l'autorité organisatrice sous peine de sanction.

En tout état de cause, l'arrivée dans les établissements doit avoir lieu au plus 15 minutes avant le début des cours et le départ des établissements doit avoir lieu au plus 15 minutes après la fin des cours.

Pour bien s'assurer de la faisabilité des horaires notifiés, le titulaire doit effectuer une reconnaissance sur le terrain avant la mise en œuvre ou la modification des services de transport, et proposer à la personne publique les ajustements nécessaires.

Lorsqu'un service est organisé pour assurer une correspondance à l'arrivée d'un autre service de transport (autre car, réseau Tbc), le respect de la correspondance prime sur le respect de l'horaire.

Article 9.6 Modifications des circuits

En cas de modification de la prestation, le total des kilomètres en charge du circuit peut évoluer ainsi que le nombre et/ou le type de véhicules et fera l'objet d'un ordre de service modificatif.

La création d'un nouveau circuit fera l'objet d'un bon de commande sur la base des prix unitaires du bordereau des prix.

Un circuit pourra prendre fin automatiquement en cours d'année dès qu'il n'y a plus d'élèves à transporter.

Un ordre de service arrêtant le fonctionnement du circuit sera établi indiquant la date de fin du circuit.

L'autorité organisatrice pourra interrompre à tout moment un circuit par une notification d'arrêt du circuit mentionnant la date de fin de prestation, sans que pour autant le titulaire puisse prétendre à un dédommagement.

Enfin, sur simple demande écrite de l'autorité organisatrice remise 48 heures à l'avance au transporteur, les services effectués en soirée pourront être réalisés temporairement en fin de matinée ou en début d'après-midi, en fonction des disponibilités du transporteur et ne feront pas l'objet d'un ordre de service.

Article 10 : Prise en charge des élèves

Article 10.1 : Effectifs

A titre indicatif, les effectifs théoriques à transporter par circuit sont indiqués dans les fiches techniques en annexe au présent C.C.T.P.

La capacité offerte par le transporteur devra correspondre au minimum à ces effectifs. Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en cours d'année scolaire et en cours de marché. Le transporteur ne devra en aucun cas dépasser la capacité de son véhicule mentionnée sur la carte violette (rubrique « transports en commun d'enfants »)

Article 10.2 : Accès des élèves au service

Tout élève doit justifier qu'il lui a été accordé, par l'autorité organisatrice, le droit à l'utilisation du service, et ceci tout au long de l'année scolaire, avant chaque montée dans les véhicules mis à sa disposition par le titulaire.

Il est de la responsabilité des conducteurs de vérifier systématiquement que chaque élève est en règle en la matière. La présence d'un éventuel accompagnateur désigné par l'autorité organisatrice ne dédouane par le titulaire de ses obligations en la matière.

Néanmoins, la prestation confiée au titulaire concernant des usagers mineurs, il lui est demandé d'observer les règles suivantes :

- dans les deux premières semaines après la rentrée scolaire de septembre, il n'est pas anormal que certains élèves n'aient pas encore accomplis les formalités nécessaires à l'obtention de leur droit au transport.

Il est de l'obligation du conducteur de laisser monter à bord les élèves, même non munis des justificatifs nécessaires, après les avoir préalablement renseignés sur la destination du car et la compatibilité du trajet réalisé avec la desserte de leur établissement.

Les conducteurs devront, si besoin, informer les élèves sur les démarches à réaliser pour se mettre en conformité avec le règlement des transports scolaires.

Par la suite, sur toute ligne ou service accueillant des utilisateurs scolarisés effectuée pour le compte de l'autorité organisatrice il est exigé que le conducteur accepte à son bord tout mineur présent à un point d'arrêt légitime et désirant emprunter le service, même si ce dernier ne possède pas les justificatifs nécessaires.

Dans le même temps, le titulaire est en obligation de signaler la situation à l'autorité organisatrice, qui lui indiquera le comportement à adopter si cette situation venait à se renouveler. La personne publique pourra notamment, si elle le juge nécessaire en cas d'abus fréquents, diligenter des contrôles spécifiques.

En cas de surcharge, le titulaire est tenu d'alerter immédiatement l'autorité organisatrice afin qu'une solution soit trouvée en commun accord avec elle. De manière exceptionnelle, le trajet de transport scolaire avec des élèves voyageant debout sera admis afin qu'aucun élève ne soit laissé seul au bord de la route. Afin qu'une telle situation reste ponctuelle et à caractère temporaire, le titulaire du marché préviendra dans les 24h l'autorité organisatrice de cette situation afin qu'une solution adéquate soit trouvée.

Article 10.3 Pose et dépose des élèves

La pose et la dépose des élèves doit être effectuée aux stricts points d'arrêts définis par l'autorité organisatrice.

Lors de la dépose des élèves, le titulaire du marché doit s'assurer que les enfants sont placés sous la responsabilité d'un adulte jusqu'à ce qu'ils puissent pénétrer dans l'établissement si ce dernier n'est pas ouvert à l'arrivée du service de transport.

Le conducteur devra ensuite attendre que tous les élèves soient bien descendus et suffisamment éloignés du véhicule avant de redémarrer sa course.

Article 10.4 Sécurité des élèves

Le titulaire est responsable de la sécurité des élèves :

- à bord de son véhicule,
- lors de pose et de la dépose des élèves aux points d'arrêt, notamment en application de l'article 10.3 ci-dessus.

Sa responsabilité peut aussi être engagée en cas de non réalisation des services sans alerte dans des délais suffisants de l'autorité organisatrice.

Afin de sensibiliser les élèves aux problèmes de sécurité, le titulaire devra, a minima une fois par an, mettre à disposition les moyens matériels et humains nécessaires aux exercices d'évacuation des autobus qui seront organisés par l'autorité organisatrice en liaison avec les établissements scolaires.

Article 11 : Prise en charge des accompagnateurs

Pour certains services, l'autorité organisatrice peut désigner un ou plusieurs accompagnateurs chargés de seconder le conducteur dans ses missions liées à la surveillance des élèves. En aucun cas la présence d'un accompagnateur ne saurait dédouaner le titulaire et a fortiori le conducteur de ses obligations, notamment en

matière de sécurité des élèves transportés.

La prise en charge des accompagnateurs à bord des véhicules se fait à titre gratuit. Elle a lieu à un point d'arrêt régulier du réseau ou au lieu de prise de service du conducteur.

Sur demande de l'autorité organisatrice, le titulaire assurera la formation des accompagnateurs.

Cette formation sera organisée par demi-journées pour des groupes de 15 accompagnateurs maximum.

Article 12 : Continuité du service public

Article 12.1 : devoir d'information vis-à-vis de l'autorité organisatrice

Sauf cas de force majeure défini par la jurisprudence, le titulaire est tenu d'assurer la continuité des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché. Les perturbations non prévisibles des conditions de circulation résultant d'intempéries, de barrières de dégel ou de chantiers de voirie inopinés sont assimilées à des cas de force majeure.

Lorsqu'intervient un cas de force majeure, le titulaire est tenu, dès qu'il a connaissance de l'événement, d'aviser la personne publique. Il doit également s'efforcer, par les moyens qui lui sont disponibles et avec le concours d'autres entreprises de transport, d'assurer au mieux la continuité du service dans les conditions définies dans le présent marché.

Dans tous les cas de situation dégradée, le titulaire prend les mesures de nature à rétablir rapidement une situation satisfaisante. Il informe directement et rapidement la personne publique des dispositions entreprises.

En cas de grève ou d'événement majeur prévisible, le titulaire doit donner à la personne publique :

- le préavis ou la pré information, aussi vite que possible ;
- la confirmation de la perturbation, au minimum 48 heures à l'avance.

Si ce n'est pas le cas, des pénalités seront appliquées comme définies au C.C.A.P., et les services non roulés ne seront pas rémunérés.

Article 12.2 Réquisition

Lorsque l'exploitation est interrompue ou perturbée pour quelque cause que ce soit, la personne publique peut recourir à des tiers de son choix jusqu'à ce que le titulaire se trouve en mesure d'y pourvoir. Le coût des prestations de remplacement est supporté par le titulaire seul.

Article 13 : Comptages et enquêtes

Le titulaire est tenu, sur demande de la personne publique, de réaliser des campagnes de comptage dites « montées / descentes » pour chacune des lignes pour lesquelles il assure des services. Le nombre de montées et de descentes des passagers devra être comptabilisé pour chaque point d'arrêt et pour chacun des horaires des lignes concernées, a minima sur les lundi matin, mardi, mercredi matin et vendredi soir.

Au total, la personne publique pourra demander que soient réalisées jusqu'à trois campagnes « hebdomadaires » de comptages par an sur l'ensemble des lignes du réseau. Les périodes et dates pressenties pour les comptages restent au choix de la personne publique, qui se chargera d'avertir le titulaire de sa demande au moins trois semaines à l'avance.

Les résultats de ces comptages de fréquentation doivent être remis après chaque période de comptage à la personne publique dans un délai d'un mois à compter de la date de début des comptages. Les retards, absence de rendu ou rendu incomplet seront pénalisés comme défini au C.C.A.P.

Article 14 : Contrôle de l'exécution des services

L'autorité organisatrice peut effectuer à tout moment les contrôles qu'il juge utiles en vue de s'assurer de la bonne exécution des services définis au présent marché.

Les contrôles qualitatifs seront effectués par les services de la Communauté Urbaine, ceux des autorités secondaire ou par des prestataires de service mandatés à cet effet, en complément des contrôles internes que doit effectuer l'entreprise. Les contrôleurs seront porteurs d'un document justifiant de leurs qualités.

Ces contrôles porteront sur l'ensemble des clauses techniques du présent marché, nonobstant les autres contrôles qui peuvent être effectués par les services de l'Etat sur le respect par l'entreprise des différentes réglementations régissant le domaine des transports publics de voyageurs.

Les contrôles relatifs à l'exécution des services feront l'objet d'un compte-rendu visé par le chauffeur avec ses éventuelles observations dont copie est transmise à l'entreprise et à l'organisateur secondaire par la Communauté Urbaine.

Ces contrôles qualitatifs porteront particulièrement sur les éléments suivants :

- la mise en œuvre des véhicules prévus,
- le respect des horaires, des itinéraires et des points d'arrêt,
- le nombre d'élèves transportés,
- le droit à l'utilisation du service des élèves transportés.

Partie 4 : Moyens matériels mis en œuvre par le titulaire

Article 15 : Mise à disposition du matériel

L'entreprise s'engage à fournir les moyens nécessaires et adaptés à l'exploitation des services inscrits au cahier des charges et à mettre en œuvre à tout moment la capacité de transport suffisante pour répondre aux besoins tels qu'ils ont été exprimés lors de la consultation et dans les annexes du présent cahier des charges.

Article 16 : Parc de véhicules

Article 16.1 : Age des véhicules

L'âge des véhicules est déterminé à partir du jour de sa première mise en circulation.

Pendant la durée du marché, les véhicules, y compris les véhicules de réserve, doivent présenter un âge inférieur ou égal à 18 ans s'ils sont équipés de ceintures de sécurité et strictement inférieur à 15 ans s'ils ne sont pas équipés de ceintures de sécurité.

Le transporteur devra obligatoirement procéder au renouvellement de tout véhicule atteignant ces limites d'âge pendant l'exécution du marché.

Article 16.2 : Capacité des véhicules

L'autorité organisatrice a défini, pour chaque lot, la capacité minimale des véhicules à affecter sur chaque service du lot.

Le titulaire a présenté en appui de son offre la capacité des véhicules nécessaires sur chaque ligne pour exécuter les services objets du présent marché. Ces capacités sont contractuelles. Elles ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord de la personne publique.

Article 16.3 : Sécurité et agrément des véhicules affectés au service

Chaque véhicule affecté à l'exécution du présent marché doit satisfaire aux prescriptions résultant de l'ensemble de la réglementation applicable aux transports de personne et particulièrement aux transports scolaires. L'utilisation des strapontins lorsqu'ils existent est interdite.

Chaque doit être soumis aux visites périodiques et techniques exigées. Le titulaire fournir sur simple demande à l'autorité organisatrice tous les éléments justificatifs nécessaires en la matière.

Si, du fait de l'entreprise, la sécurité publique vient à être compromise par le mauvais état du matériel, l'autorité organisatrice propose aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement, aux frais et risques de l'entreprise, les mesures nécessaires pour prévenir tout danger.

Article 16.4 : Equipement des véhicules

Le transporteur devra pendant l'exécution des circuits, apposer derrière le pare-brise, un support amovible d'information et d'image (logo de la CUB) précisant le numéro du circuit de transport qu'il assure ainsi que la destination.

La raison sociale du transporteur doit obligatoirement être indiquée sur le véhicule.

Tous les véhicules sans exception doivent être équipés d'un téléphone portable à la charge du titulaire, muni d'un kit main-libre, qui ne pourra servir qu'aux communications strictement nécessaires à l'exécution des services et ne devra en aucun cas être utilisé à titre privé par le conducteur.

Article 16.5 : Entretien des véhicules

Le titulaire s'engage à assurer le bon entretien et si, nécessaire, le renouvellement des biens utiles à l'exécution des services. Elle a l'entière responsabilité du bon état des installations et du matériel s'y rapportant.

Les travaux et réparations nécessaires au maintien des véhicules en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages causés à ces matériels sont à la charge de l'entreprise.

En particulier, le titulaire est tenu de contrôler la bonne marche des extincteurs selon les prescriptions légales en vigueur.

Le titulaire veille en outre à la propreté extérieure et intérieure des véhicules.

Article 16.6 : Liste des véhicules affectés au service

Dans les 15 jours après la notification du marché et en tout état de cause 48h avant le début des prestations, le titulaire fournit à l'autorité organisatrice la liste des véhicules affectés au présent contrat. Cette liste sera accompagnée des photocopies des cartes grises et des cartes violettes recto verso de chaque véhicule.

La Communauté Urbaine notifie son acceptation au transporteur par ordre de service.

Article 16.7 : Renouvellement du parc en cours de marché et remplacement ponctuel

Il n'est pas explicitement demandé au titulaire de conserver, en cours de marché, l'exacte composition du parc de véhicules tel que présenté dans son offre pour effectuer tous les services de transport au contrat, ceci dans le but de faciliter sa gestion d'exploitation.

Cependant, s'il désire remplacer un véhicule annoncé comme roulant sur une des lignes du lot, il est tenu de signaler, au moins 15 jours avant sa mise en œuvre, cette intention à l'autorité organisatrice. Il devra présenter un nouveau véhicule au moins aussi récent, et pour lequel, à la fois la norme euro, la gamme et la capacité soient égales ou supérieures à celui initialement utilisé, et ceci à ses frais. Aucune compensation financière ne pourra être envisagée.

Toute acquisition de véhicule neuf devra tenir compte des préconisations de l'arrêté du 3 août 2007 sur les règles relatives à la construction, l'aménagement, l'équipement, l'entretien des véhicules et fixe des

exigences portant sur leur exploitation en matière de transports en commun de personnes et plus particulièrement de personnes à mobilité réduite.

Le titulaire fournira, à l'appui de sa demande, la photocopie de la carte grise et de la carte violette recto verso du nouveau véhicule, ainsi que la liste actualisée des véhicules affectés à l'exécution du service.

De même, les véhicules de remplacement mis en service en cas de panne du véhicule affecté au service devront avoir des caractéristiques équivalentes ou supérieures. La durée de mise à disposition de ces véhicules est limitée à 15 jours. L'utilisation d'un véhicule de remplacement sera notifiée à l'autorité organisatrice.

Partie 5 : Moyens affectés à l'exécution du service

Article 17 : Obligations générales

Le titulaire met en œuvre les moyens humains, notamment les personnels de conduite, nécessaires à l'exploitation des lignes objet du marché. Il s'assure que ces personnels disposent des qualifications et capacités requises pour assurer un service de transport public.

Le titulaire du marché s'engage à remplacer, dans le respect des règles établies par le code du travail, immédiatement les agents dont le comportement met en cause la sécurité des personnes et des biens, et dans les délais les plus brefs, ceux coupables de manquements graves tels que l'inobservation répétée des lois et règlements ou le non respect du cahier des charges du présent marché.

Le personnel de conduite et d'encadrement est tenu d'observer un devoir impératif de réserve vis-à-vis de son employeur et de l'autorité délégante.

Il est enfin impératif que chaque conducteur dispose d'une feuille de route présentant les services qu'il doit effectuer sur la journée. En cas de demande de ce document de la part d'un contrôleur mandaté par l'autorité organisatrice, le conducteur doit être à même de présenter ce document sous peine de pénalité.

Article 18 : Personnel de conduite

Le titulaire s'assure également que les conducteurs :

- remplissent les conditions exigées pour les conducteurs de véhicules de transport en commun de voyageurs, par le code de la route ;
- présentent toutes les garanties de moralité et de sobriété nécessaires à la bonne exécution des prestations, et qu'ils font preuve d'une attitude adéquate vis-à-vis des élèves .

Le titulaire tient à disposition de la personne publique les plannings d'affectation des conducteurs aux différents services sur les douze derniers mois. Il les lui fournit sur simple demande écrite de sa part, dans un délai de deux semaines à compter de la sollicitation de l'autorité organisatrice.

Article 19 : Formations des personnels

Le titulaire assure, à ses frais, la formation de ses personnels dans le respect de la réglementation en vigueur et en honorant les engagements qu'il a pris dans son mémoire technique.

Notamment, il est tenu de faire bénéficier à ses personnels de conduite et personnels en contact avec le public une formation comprenant, à minima, les éléments suivants :

- formations de base obligatoires : FIMO et FCOs ;
- découverte des lignes de transport scolaires de l'autorité organisatrice

- principes du réseau Tbc et des autres réseaux de transport susceptibles d'être utilisés par les élèves : TER et Transgironde;
- gestion des conflits et accueil des jeunes publics ;
- accueil et rôle commercial du conducteur ;

Le titulaire présentera au début de chaque année civile le plan de formation de l'entreprise. Ce plan de formation doit parvenir au plus tard le 31 janvier à l'autorité organisatrice.

Article 20 : Autres moyens humains

Le titulaire affecte suffisamment d'agents de maîtrise qualifiés aux fins des tâches de planification et de régulation des services de transport qu'il effectue. Egalement, il organise le pilotage, le contrôle et le suivi statistique et financier de son exploitation.

Enfin, il met en œuvre les moyens humains adéquats pour assurer toutes les astreintes techniques nécessaires, à savoir un responsable joignable par téléphone 24h / 24, chaque jour où un service de transport est mis en place, ou de manière exceptionnelle en anticipation d'un événement particulier prévu sur le réseau.

Annexe 1 : Récapitulatif des circuits

Ces informations sont communiquées à titre indicatif et ne sauraient préjuger des effectifs réels à transporter lors des rentrées scolaires.

Lots 1 – 2 – 3 et 4 - DIRECTION TERRITORIALE RIVE DROITE				
N° de circuit	Communes	Etablissements desservis	Effectifs prévus	Parcours journalier
LOT 1				
003.001	Ambarès	Ecole maternelle du bourg Ecole privée Saint-Michel Primaire Le Gorp	55	18,482
003.002		Ecoles maternelle Le Jardin de Lagrave et du Bourg Elémentaires Aimé Césaire et F Auboin	48	22,430
003.003		Ecoles maternelle du Bourg Ecole élémentaire Aimé Césaire Ecole privée Saint-Michel	55	13,030
003.004		Ecoles maternelle et primaire Bel Air Pôle éducatif Rosa Bonheur	47	29,060
003.005		Primaire la Gorp Maternelles du Bourg et La Souris Verte Pôle éducatif Rosa Bonheur Ecole privée	52	38,820
004.001	Ambès	Maternelle Montessori et primaire J. Brel	12	39,620
004.002		Maternelle Montessori et primaire J. Brel	29	31,310
032.001	Bassens	Maternelle Bousquet et Primaires Villon et Bonheur	55	20,445
032.002		Maternelle Bousquet et Primaires Villon et Bonheur	23	17,210
096.001	Carbon-Blanc	Elémentaire Barbou et Pasteur Maternelle Prévert et Pasteur	55	25,675
434.001	Saint-Louis-de-Montferrand	GS "Les bords de Garonne"	27	34,480
Total Lot 1		11 circuits	458	290,562
LOT 2				
999.021	Collège Presqu'île (ex-sipia)	Collège Carbon-Blanc	55	53,240
999.022		Collège Cormier Bassens	25	44,305
999.023		Collèges Carbon-Blanc et Cormier Bassens	25	48,120
999.024		Collèges Carbon-Blanc et Cormier Bassens	54	42,195
Total Lot 2		4 circuits	159	187,860

<u>LOT 3</u>				
013.001	Artigues	Maternelle et primaire Bel Air Maternelle du Parc	55	18,175
013.002		Maternelle et primaire Bel Air Maternelle du Parc	55	19,490
013.021		Collèges Jean Zay / Sainte-Claire et Jean Jaurès	81	29,110
013.022		Collèges Sainte-Claire et Jean Jaurès	54	19,415
013.023		Collèges Jean Zay / Sainte-Claire et Jean Jaurès	13	26,455
065.021	Bouliac	Collège Rayet (Floirac)	2	12,125
065.022		Collège Mandela (Floirac)	29	19,875
065.023		Collège Mandela (Floirac) (Mercredi uniquement)	5	11,755
119.003	Cenon	Primaire Léon Blum	34	4,775
249.001	Lormont	Elémentaire et maternelle Paul Fort	27	17,492
249.002		Ecole verte GS grand Tressan et élémentaire Rostand	55	14,967
249.003		Maternelle Debrat et Primaire Curie	32	13,051
249.004		Ecole verte GS grand Tressan et élémentaire Rostand	30	14,892
249.005		Maternelles : Montaigne / Condorcet et Bonheur Primaires : Pagnol / Condorcet et Camus	21	12,350
249.021		Collège Lapierre	23	12,552
249.022		Collège Montaigne	31	11,950
249.023		Collège Montaigne	17	8,228
249.041		Lycées Professionnels Blanquefort et le Vigean Lycée agricole Blanquefort	24	47,565
Total Lot 3		17 circuits	588	314,222
<u>Lot 4</u>				
003.006	Ambarès	Maternelle Charles Perrault Primaire François Auboin	40	27,115
013.003	Artigues	Maternelle et primaire Bel Air Maternelle du Parc	55	19,385
013.004		Maternelle et primaire Bel Air Maternelle du Parc	55	20,410
065.001	Bouliac	Maternelle et primaire Bouliac	41	19,250
065.002		Maternelle et primaire Bouliac	39	20,715
119.001	Cenon	Groupe Scolaire Maumey	41	5,870
119.002		Groupe scolaire Jean Jaurès	7	5,640
487.001	Saint-vincent-de-Paul	Ecole Saint Vincent de Paul	16	19,745
Total Lot 4		8 circuits	294	138,130

LOTS 5 – 6 – 7 ET 8 - DIRECTION TERRITORIALE Sud				
N° de circuit	Communes	Etablissements desservis	Effectifs prévus	Parcours journalier
LOT 5				
192.001	Gradignan	Maternelles Ermitage / La Clairière / Lange Primaire Saint-Exupéry / Lange	110	26,132
997.021	Notre dame de Sévigné	Collège	78	29,850
997.022		Collège	55	21,590
522.001	Talence	Primaire et maternelle Michelet Maternelle Picasso GS Ravel	12	7,250
522.021		Collège Brisson	80	4,950
Total Lot 5		5 circuits	335	89,772
LOT 6				
550.041	Bègles / Villenave-d'Ornon	Lycées Charles Peguy / Hôtelier / Agricole et LEP Blanquefort	20	7,374 58,886
550.001	Villenave-d'Ornon	Maternelles Delaunay et Michelet et primaire Michelet	55	18,077
550.002		Maternelles Delaunay et Michelet et primaire Michelet	55	7,299
550.021		Collège du pont de la Maye	55	16,815
550.022		Collège du pont de la Maye	50	6,765
550.023		Collège du pont de la Maye	50	6,500
Total Lot 6		6 circuits	285	114,342
LOT 7				
318.001	Pessac Maternelles primaires	Maternelles et primaires Jules ferry	36	6,766
318.002		Ecole Magonty	48	28,520
318.003		Ecoles primaire Castaing et maternelle Alouette	86	22,840
318.004		Ecoles maternelles Leygues et Bellegrave et Primaire Briand	55	17,250
318.005		Ecole maternelle Bellegrave et primaire Briand	55	12,630
318.006		Ecole maternelle Bellegrave et primaire Briand	41	10,740
318.007		Ecole Cartier	93	12,200
318.008		Ecole Cartier	30	5,735
318.009		Primaire Georges Leygues	27	8,800
318.009 B		Primaire Castaing et Maternelle Alouette	19	18,265
318.010		Maternelle Le Colombier Primaire et maternelle Joliot Curie	55	12,800
318.011		Maternelle La Farandolle Primaire Cap de Bos	60	19,240
318.012		Maternelle et primaire Toctoucau	24	5,970
Total Lot 7		13 circuits	629	181,756

LOT 8				
318.021	Pessac Collèges Lycées	Collège Noes	55	11,115
318.022		Collège Noes	49	11,185
318.023		Collège Alouette	48	16,530
318.024		Collège Alouette	46	10,310
318.025		Collège Alouette	37	15,290
318.026		Collège Alouette	38	8,975
318.027		Collège Alouette	38	13,120
318.028		Collège Noes	31	12,800
318.029		Collège Mitterand	40	11,151
318.030		Collège Mitterand	52	11,600
318.031		Collège Alouette	55	33,000
318.032		Collège Philippe Maternelle et primaire J. Ferry	44	53,200
318.041		Lycées Charles Peguy / Hôtelier / Agricole et LEP Blan- quefort et Jean Monet	34	74,175
Total Lot 8		13 circuits	567	282,451

LOT 9 - Direction territoriale Bordeaux

N° de circuit	Intitulé	Etablissements desservis	Effectifs prévus	Parcours journalier
063.021	Bordeaux - Collège Edouard Vaillant	Collège Edouard Vaillant	50	3,960
063.041	Bordeaux - Ly- cée horticole	Lycée horticole	68	28 ,155
063.043	Bordeaux - Ly- cée horticole	Lycée horticole LE HAILLAN Charles Peguy EYSINES BLANQUEFORT Etbl. Saint Joseph BLANQUEFORT Lycée Jehan Dupérier St MEDARD Lycée Agricole	43	32,900
998.021	Bordeaux - Saint-Joseph de Tivoli	Saint-Joseph de Tivoli Assomption Grand Lebrun Bel Orme Sainte Clotilde	22	49,640
Total			183	114,655

LOTS 10 à 16 - DIRECTION TERRITORIALE OUEST

N° de circuit	Communes	Etablissements desservis	Effectifs prévus	Parcours journalier
Lot 10				
281.002	MERIGNAC	Ecole primaire Bourran	42	11,200
281.003		Ecole primaire Bourran	46	2,760
281.004		Ecole primaire Bourran	46	4,240
281.005		Ecoles primaire et maternelle Jean Jaurès Ecoles primaire et mater. Les Bosquets	14	8,495
281.006		Ecole primaire et maternelle Jean Jaurès, Les Bosquets	25	4,800
281.007		Ecole primaire et maternelle Jean Mace	41	4,945
281.008		Ecole primaire et maternelle Arnaud Lafon	23	8,169
281.009		Ecole primaire et maternelle Marcelin Berthelot, maternelle de Peychotte	44	11,032
281.010		Ecole primaire et maternelle Oscar Auraic	12	8,600
281.011		Ecole primaire et maternelle Oscar Auraic	34	11,700
281.012		Ecole primaire et maternelle Anatole France	20	9,113
281.013		Ecole primaire et maternelle Bosquets	43	8,680
281.014		Ecole primaire et maternelle Edouard Herriot	33	11,895
281.015		Ecole primaire et maternelle Ecole primaire du burk	51	9,610
281.016		Ecole primaire et maternelle Arnaud Lafon	36	6,435
Total Lot 10		15 circuits	510	121,674
Lot 11				
281.021	MERIGNAC	Collège des Eyquems	23	8,325
281.022		Collège des Eyquems	35	7,650
281.023		Collège des Eyquems	36	9,277
281.025		Collège des Eyquems	53	16,850
281.026		Collège des Eyquems	36	18,307
281.027		Collège des Eyquems	41	18,307
281.028		Collège des Eyquems	45	30,500
281.029		Collège de Bourran	49	15,308
281.031		Collège de Bourran (2 parcours)	11	45,900
281.041		Lycées professionnels du Vigean et de Blanquefort Lycée agricole de Blanquefort Lycée Saint-Michel	20	35,115
Total Lot 11		10 circuits	349	205,539
Lot 12				
200.001	LE HAILLAN	Groupe scolaire Luzerne	46	9,514
200.002		Ecoles du Centre	55	12,500
200.003		Groupe scolaire Luzerne (matin uniquement)	30	3,629
449.001	Saint-Médard-en-Jalles	Primaire Gajac et village expo	55	14,146
449.002		Maternelle Sans soucis Elémentaire Cérillan	44	18,490

449.003		Maternelle et élémentaire Montaigne La Garenne Collège Mauriac Lycée Jehan Duperrier	47	20,412
449.004	Saint-Médard-en-Jalles	Maternelle et élémentaire Magudas	55	11,053
449.007		Collèges Hastignan et Mauriac	81	19,400
449.041		LP Saint-Michel Lycée Agricole Blanquefort CFA Blanquefort	44	42,324
449.042		Lycées Sainte Famille / Saint-Genès / Du Mirail/ Saint-Vincent-de-Paul / G Eiffel / Des Menuts / Brémontier / Grand Lebrun	43	37,149
449.044		Lycée Charles Péguy	17	39,118
449.045		Lycées Victor Louis / A. Kaestler / Hôtelier / IUT / Lep Ph. De Gerde	27	66,800
Total Lot 12		12 circuits	544	294,535
Lot 13				
449.021	Saint-Médard-en-Jalles	Collège Emile Zola (Le Haillan)	52	10,975
449.022		Collège Emile Zola (Le Haillan)	38	9,190
449.024		Collège Hastignan	55	12,661
449.025		Collège Hastignan	55	13,740
449.028		Collège Hastignan	53	17,670
449.029		Collège Hastignan	55	16,120
449.032 bus1		Collège Mauriac et LP Duperrier (Sauf mercredi)	53	8,121
449.032 bus3		Collège Mauriac et LP Duperrier (mercredi)	55	6,470
449.032 bus2		Collège Mauriac et LP Duperrier (Sauf mercredi)	45	9,164
449.033		Collège Mauriac et LP Duperrier	55	6,600
449.035		Institut Saint-Vincent	9	34,487
Total Lot 13		11 circuits	525	145,198
Lot 14				
376.001	Saint-Aubin	Ecole primaire Molière Maternelle Charles Perrault	12	10,577
376.002		Ecole primaire Molière Maternelle Charles Perrault	28	16,700
376.003		Groupe scolaire La Fontaine	21	16,200
376.004		Groupe scolaire La Fontaine	11	7,966
376.021		Collège saint-Aubin	55	27,910
376.022		Collège saint-Aubin	55	10,985
376.023		Collège saint-Aubin	55	18,158
376.024		Collège saint-Aubin	55	13,734
376.026		Lycée Sud Médoc	26	23,265
376.041		Lycée Sud Médoc	26	22,600
376.042		Lycée agricole Blanquefort Lycée Saint-Michel Blanquefort	10	39,763
Total Lot 14		11 circuits	354	207,858

Lot 15				
519.001	Le Taillan	Primaire Eric Tabarly Maternelle du Bourg Groupe scolaire Jean Pometan	54	14,760
519.002		Primaire Eric Tabarly Maternelle du Bourg Groupe scolaire Jean Pometan	54	15,860
519.003		Groupe scolaire La Boétie Groupe scolaire Jean Pometan	46	9,492
519.004		Groupe scolaire La Boétie Groupe scolaire Jean Pometan (uniquement le soir)	46	8,474
519.021		Collège Hastignan	18	16,500
Total Lot 15		5 circuits	218	65,086
Lot 16				
312.001	Parempuyre	Maternelle Libération Maternelle Jean Jaurès	9	47,330
312.001		Maternelle et primaire Jean Jaurès	21	29,185
162.001	EYSINES	Groupe scolaire Claverie	19	16,433
162.002		Ecole élémentaire Migron	4	15,025
162.003		Ecole du Derby	24	10,751
162.021		Collège d'Hastignan	15	31,100
162.051		Ecole du Bourg	39	27,946
162.052		Marternelle et primaire La Forêt Ecole Migron	31	15,722
069.001	LE BOUSCAT	Primaire Lafon feline Maternelle Lafon feline Primaire centre 1 Primaire centre 2	90	10,060
069.002		Primaire Lafon feline Maternelle Lafon feline	43	3,830
069.003		Maternelle Ermitage Maternelle centre Primaire centre 1 Primaire centre 2	55	13,220
056.001	BLANQUEFORT	Groupe scolaire La Rennay Ecole Primaire du bourg Ecole maternelle Curégan	36	17,800
075.021	BRUGES	Collège Ausone	21	10,100
Total Lot 16		13 CIRCUITS	407	248,502

Marchés 2015 / 2021 - Transports scolaires
Récapitulatif des transports journaliers

Totaux	circuits	Effectif	parcours journalier en km
DTRD			
Lot 1	11	458	290,562
Lot 2	4	159	187,86
Lot 3	17	588	314,222
Lot 4	8	294	138,13
S-total	40	1499	930,774
DT sud			
Lot 5	5	335	89,772
Lot 6	6	285	114,342
Lot 7	13	629	181,756
Lot 8	13	567	282,451
S-total	37	1816	668,321
DT Bx			
Lot 9	4	183	114,655
S-total	4	183	114,655
DT OUEST			
Lot 10	15	510	121,674
Lot 11	10	349	205,539
Lot 12	12	544	294,535
Lot 13	11	525	145,198
Lot 14	11	354	207,858
Lot 15	5	218	65,086
Lot 16	13	407	248,502
S-total	77	2907	1288,392

Total Général	158	6 405	3 002,14
----------------------	------------	--------------	-----------------